



# ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

maintien

Question écrite n° 81129

## Texte de la question

M. Élie Aboud alerte M. le ministre de l'intérieur au sujet du risque représenté par le racolage sauvage. Aujourd'hui, autour de Béziers, de nombreuses prostituées offrent leurs services sur le bord de routes fréquemment empruntées. Il en résulte des demi-tours dangereux ou des freinages brusques. L'accident mortel du dimanche 10 mai dernier, entre Béziers et Colombiers, constitue un drame venant souligner le caractère urgent de cette situation. La circulation est hautement perturbée par cette activité. Le danger est réel. Si aucune mesure n'est prise, d'autres accidents seront à dénombrer. De plus, l'exhibition sexuelle à laquelle sont soumis les riverains incite les familles à éviter Béziers. En effet, les prostituées se concentrent principalement sur un axe, celui entre Béziers et Narbonne, fréquemment emprunté par les touristes. Outre les risques de circulation automobile, leurs présences posent un problème éthique. L'agressivité dont ces femmes font preuve envers les riverains, ainsi que l'exposition à la vue des jeunes enfants du quartier et des passants, posent un réel problème moral à chacun. Les touristes n'ont pas à être exposés à ces visions dérangeantes pouvant les inciter à revenir sur leur chemin. En outre, les habitants constatent dans leurs lieux de vie de réels problèmes sanitaires. Ils retrouvent en effet de nombreux préservatifs usagers dans leurs vignes, leurs jardins et sur la voie publique, provoquant des risques pour l'hygiène, la salubrité et la santé publique. Plus affligeant encore, lorsque la police intervient, de nombreux cambriolages et dégradations ont lieu les jours suivants, par représailles. Ainsi, l'autorité n'est pas respectée par ces réseaux comparables à des mafias, faisant commerce du corps des jeunes filles. Cette situation n'est plus acceptable, sur un plan éthique comme sur celui de la sécurité des riverains. C'est pourquoi il lui demande de bien vouloir lui faire connaître ses intentions en la matière, afin de régler rapidement ce problème.

## Texte de la réponse

Les problèmes causés par le racolage de voie publique aux alentours de Béziers font l'objet de toute l'attention des services de police et de gendarmerie. Sur le plan de l'ordre public, les effectifs de la direction départementale de la sécurité publique et du groupement de gendarmerie départementale de l'Hérault ont pour consigne d'assurer des rondes fréquentes et des contrôles dans les secteurs concernés et un dispositif spécifique est mis en place pour assurer des passages quotidiens aux heures de forte fréquentation. Des contrôles routiers sont régulièrement programmés. Durant le premier semestre 2015, plusieurs opérations ont ainsi été menées sur la route de Narbonne (route départementale 609). Des procédures ont été engagées pour racolage et exhibition sexuelle et des procédures d'étrangers en situation irrégulière ont également été établies. Ces opérations sont menées en collaboration entre la police nationale, la police aux frontières, la gendarmerie nationale et la police municipale. Durant cette même période, les services de la police nationale et de la police municipale de Béziers ont dressé une centaine de verbalisations en application de l'arrêté du 8 octobre 2014 du maire de Béziers interdisant aux personnes se livrant à la prostitution le stationnement dans les secteurs les plus touchés. La police et la gendarmerie nationales travaillent également en liaison avec différents acteurs locaux, notamment des représentants de la société civile, comme avec les élus des communes environnantes de Béziers. La direction départementale de la sécurité publique a ainsi participé, début juillet, à une réunion

organisée à la sous-préfecture de Béziers en présence des présidents des collectifs anti-prostitution des hameaux de Péries et de Montflourés et de commerçants de la route de Narbonne. Les membres des collectifs ont exprimé leur satisfaction pour l'action des forces de sécurité intérieure, qui porte ses fruits puisqu'une diminution est constatée en matière d'exhibition sexuelle des personnes se livrant à la prostitution. Les comportements dangereux d'automobilistes, clients potentiels, sont également en baisse (arrêt intempestif de véhicule, etc.). Les membres des collectifs anti-prostitution ont également observé une baisse du nombre des prostituées sur la route de Narbonne, en particulier à l'entrée de Béziers. Devant la crainte exprimée par les collectifs d'une recrudescence du phénomène durant la période estivale, les services territoriaux de la sécurité publique comme ceux de la gendarmerie de Béziers vont poursuivre leur engagement durant tout l'été. La lutte contre ce phénomène doit nécessairement s'accompagner d'une action résolue de répression du proxénétisme. De ce point de vue, les groupes criminels roumains et bulgares sont fortement impliqués dans la prostitution de voie publique dans la région. Ce constat vaut notamment pour la périphérie de Narbonne et de Béziers, où les prostituées sont très majoritairement originaires de Roumanie et, à un degré moindre, de Bulgarie. Les services de la direction centrale de la police judiciaire sont donc également mobilisés. En 2013 et 2014, l'antenne de Perpignan du service régional de police judiciaire de Montpellier a ainsi démantelé deux réseaux de prostitution de voie publique implantés sur la partie sud de la route départementale 609 (tronçon situé entre La Palme et Fitou, dans l'Aude). Jugés en comparution immédiate par le tribunal correctionnel de Narbonne, cinq proxénètes ont ainsi pu être écroués à la suite de ces deux opérations. Les services de la police judiciaire s'attachent aussi à la répression du proxénétisme hôtelier. Parallèlement, la Gendarmerie a mené plusieurs enquêtes sur cette thématique. Ainsi, en juin 2013 la section de recherches (SR) de Montpellier a démantelé un réseau sur Béziers et Narbonne ; en juin 2014, la compagnie de gendarmerie départementale de Castelnaud-le-Lez a démantelé un réseau à Saint-Jean-de-Védas et fait fermer un hôtel dont les gérants se livraient à de la prostitution hôtelière. D'autres investigations sont actuellement en cours.

## Données clés

**Auteur :** [M. Élie Aboud](#)

**Circonscription :** Hérault (6<sup>e</sup> circonscription) - Les Républicains

**Type de question :** Question écrite

**Numéro de la question :** 81129

**Rubrique :** Ordre public

**Ministère interrogé :** Intérieur

**Ministère attributaire :** Intérieur

## Date(s) clé(s)

**Question publiée au JO le :** [9 juin 2015](#), page 4258

**Réponse publiée au JO le :** [26 juillet 2016](#), page 6987